



Nouvelles économiques de Turquie d'Azerbaïdjan, de Géorgie et du Turkménistan

59


<http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/turquie>

Agriculture et industries agro-alimentaires

Exportations. A l'occasion de la venue du président Erdoğan à Paris le 5 janvier 2018, les deux présidents ont salué l'accord de réouverture du marché turc aux bovins vivants français intervenu entre les deux administrations en charge de l'agriculture. Cet accord a été qualifié d'« *exemplaire* » par M. Erdogan, qui a déclaré que celui-ci sera un bon moyen d'atteindre l'objectif de 20 Mds EUR annuels de commerce extérieur bilatéral entre les deux pays.

OGM. Le 15 janvier 2018, le Conseil turc de la Biosécurité (équivalent du Haut Conseil des biotechnologies en France) a publié sur son site internet une décision, datant du 4 janvier, en vertu de laquelle l'importation de 3 nouveaux types d'OGM à destination de l'alimentation animale a été autorisée : le soja de FG 72 et les maïs de MON87427 et DAS-40278-9. Cette décision va donc entraîner l'autorisation d'importer au total 39 variétés d'OGM (26 types de maïs et 10 types de soja) à destination de l'alimentation animale.

Transports

Kanal Istanbul. Annoncé dès 2011 par M. Erdogan, le projet *Kanal Istanbul* (Canal d'Istanbul) est un projet construction d'un nouveau canal entre la mer Noire et la mer de Marmara, avec comme objectif le désengorgement du Bosphore qui voit déjà transiter chaque années 140 M de tonnes de pétrole, 4 M de tonnes de gaz liquéfié et 3 M de tonnes de produits chimiques. Ce canal sera construit à l'ouest de la ville sur une largeur de 400 mètres et une longueur de 45 kilomètres. Plusieurs projets de tracé ont été présentés mais Ahmet Arslan, ministre turc des Affaires maritimes et de la Communication a annoncé que ce serait finalement le tracé le plus à l'est qui serait retenu, c'est-à-dire celui de « *Küçükçekmece-Sazlidere-Durusu* ». Ce tracé passe par les districts d'Avclar (3,1 km), de Küçükçekmece (7 km), de Başakşehir (6,5 km) et d'Arnavutköy (28,6 km), pour un coût total de 60 Mds TRY soit environ 13,2 Mds EUR. Le projet devrait être finalisé à l'horizon 2023.

Energie & Environnement

Electricité. Selon les informations du Ministère turc de l'énergie et des ressources naturelles, la capacité électrique du pays a augmenté de 6 703 MW entre décembre 2016 et décembre 2017 pour atteindre un total de 85 200 MW. Les investissements dans ce secteur ont été de plus de 4 Mds USD.

Industrie, services et innovation

Tourisme. Le secteur du tourisme a connu de graves difficultés ces deux dernières années après une vague d'attentats terroristes à travers le pays et la crise politique qui a suivi la tentative de coup d'Etat de juillet 2016. Les tensions dans les relations bilatérales (notamment avec la Russie) ont également contribué de manière significative à la baisse du

nombre de touristes étrangers en Turquie. Cependant, certains signes semblent indiquer une relance du secteur depuis le deuxième trimestre de 2017. Selon les données de TurkStat, les recettes du tourisme ont augmenté de 8,7% au deuxième trimestre et de 37,6% au troisième trimestre de 2017 par rapport aux mêmes trimestres de 2016. Avec cette augmentation significative, les recettes touristiques ont atteint 11,4 Mds USD au 3^{ème} trimestre de 2017. 77% de ces recettes proviennent des visiteurs étrangers. Le secteur du tourisme devrait continuer de croître en 2018, étant donné que de nombreuses réservations vers la Turquie ont été faites par les citoyens européens. Selon le Holiday Report 2017 de Thomas Cook, les réservations et les ventes antérieures montrent qu'Antalya est la 8^{ème} destination préférée pour l'été 2018. En outre, le rapport indique que la Turquie est la 3^{ème} destination la plus populaire pour les touristes britanniques.

Automobile. Selon les données de l'Association des Distributeurs Automobiles (ODD), 64,4% des ventes de véhicules particuliers et des véhicules utilitaires légers en Turquie en 2017 étaient importées. Ce chiffre est en diminution par rapport à 2016 où il représentait 68,4% des ventes.

Macroéconomie, commerce et finance

Déficit courant. Selon les données de la Banque centrale, le déficit courant s'est creusé en novembre dernier de -86% par rapport au même mois de l'année 2016, soit une hausse de -4,2 Mds USD, qui reste au-dessus des estimations des marchés. Cette hausse du déficit courant sur le mois de novembre est imputable principalement à la hausse des prix du pétrole et la persistance de l'importation de l'or, malgré son ralentissement par rapport aux mois précédents. L'effet des recettes touristiques, limitant le creusement du déficit courant, a été modéré en novembre. Sur les 11 premiers mois de 2017, le déficit courant a augmenté de 37,5% par rapport à la même période de 2016, s'établissant à 39,4 Mds USD. Selon les données cumulées sur 12 mois, le déficit courant s'élève à 43,8 Mds USD, soit le niveau le plus élevé de ces 3 dernières années.

Production industrielle. Selon les données de TurkStat, la production industrielle, corrigée des effets calendaires, a enregistré une hausse de 7% par rapport au même mois de 2016. Le redressement de la production industrielle est de +0,3% par rapport au mois précédent, selon les données corrigées des effets calendaires et saisonniers.

Financement de l'économie. Selon M. Ersin Özince, président du conseil d'administration de İş Bankası (1^{ère} banque privée de la Turquie en termes d'actifs), la puissance des banques turques pour financer la croissance est saturée : « *Le secteur bancaire n'a plus de batterie pour financer la croissance. Je ne pense pas que l'on puisse développer davantage le secteur bancaire, considérant le capital, l'utilisation de sources, les marges de profit et les rentabilités des capitaux propres (ROE). Le Fonds de garantie de crédit (KGF) a été le déterminant principal du secteur bancaire en 2017 et selon le consensus ce mécanisme a été bénéfique. Cependant, ce mécanisme n'est pas durable* ».

Croissance. La Banque Mondiale a relevé sa prévision de croissance pour la Turquie pour 2017, de 4% à 6,7%. Cependant, elle a revu à la baisse sa prévision pour 2018, de 3,9% à 3,5%, en assumant la baisse de l'effet des mesures fiscales introduites en 2017. En octobre, le FMI avait revu à la hausse sa prévision pour 2017, de 2,5% à 5,1%.

Azerbaïdjan, Géorgie & Turkménistan

AZERBAÏDJAN

Données macroéconomiques. Selon le rapport publié le 10 janvier par la Banque Mondiale, le taux de croissance en 2017 s'établit à -1,4%, ce qui indique un redressement de l'économie, après sa contraction de -3,1% en 2016. L'Azerbaïdjan enregistrera un taux de croissance de 0,9% en 2018 et 1,5% en 2019, toujours selon la Banque Mondiale. En indiquant les effets pervers de la baisse du pétrole sur la période 2014-2016 (secteur bancaire détérioré, ralentissement des crédits bancaires, baisse des recettes du gouvernement), le rapport souligne la transmission faible de la politique monétaire, liée aux marchés financiers peu profonds. Cela a limité l'efficacité de la politique monétaire concernant la lutte contre l'inflation, qui de son côté détériore la croissance réelle des revenus. Le rapport note enfin les signes de redressement du secteur non-pétrolier et une hausse des investissements. En revanche, selon la *Financial Market Supervisory Authority*, les actifs du secteur bancaire azerbaïdjanais ont diminué de -16% au cours des 11 derniers mois de 2017 par rapport au début de l'année. Sur la même période, les dépôts bancaires ont enregistré également une baisse de -4%. Parallèlement, le capital total des banques a augmenté de 64% sur cette période. Par ailleurs, le secteur bancaire azerbaïdjanais a enregistré un profit net de 600 M AZN, soit environ 290 M EUR, sur les 11 derniers mois de 2017.

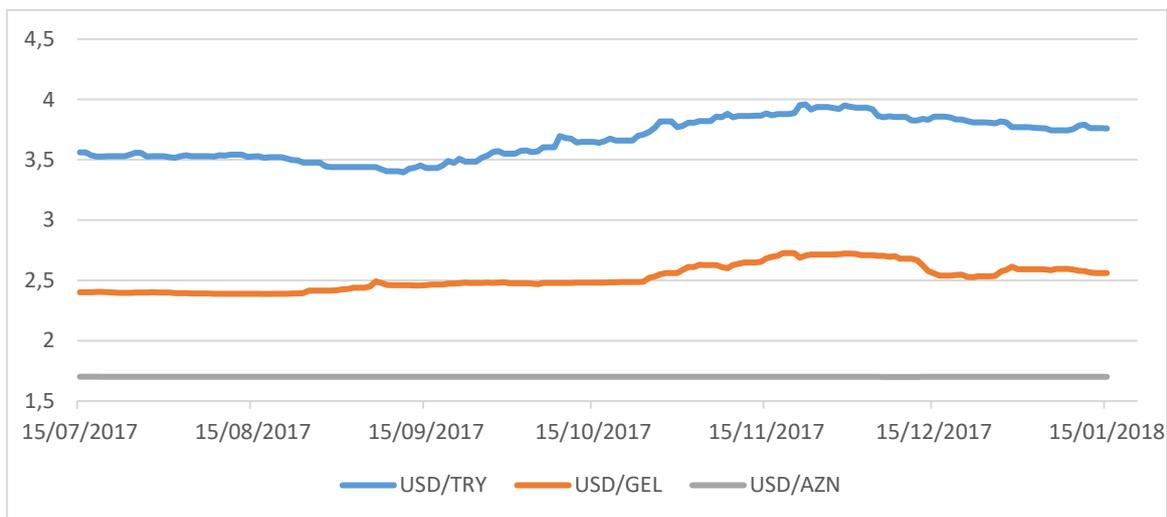
Réforme du Ministère des taxes. Le ministère des taxes azerbaïdjanais a annoncé la mise à pied de 64 fonctionnaires de l'institution, dont plusieurs conseillers du ministre, ainsi que des chefs de département. Le communiqué officiel justifie cette décision par la nécessité d'améliorer le fonctionnement de l'administration fiscale, de supprimer les obstacles artificiels au développement de l'activité économique et d'améliorer le climat des affaires dans le pays. Pour rappel, le ministre des taxes précédent, Fazil Mammadov, a été relevé de ses fonctions au mois de décembre 2017 par le président Aliyev et remplacé par Mikayil Jabbarov, ancien ministre de l'éducation, notamment en raison d'une multiplication de plaintes de la communauté d'affaires visant les pratiques du ministère. De plus, l'agence de presse Turan a annoncé mercredi 10 janvier la fusion prochaine des services douaniers avec le Ministère des taxes d'Azerbaïdjan. Le projet viserait à créer un organisme unique de collecte des taxes et impôts permettant des synergies importantes ainsi qu'une clarification des compétences. Selon plusieurs experts interrogés par l'agence, une fois menée à bien, cette réforme pourrait permettre de rationaliser et stabiliser les recettes fiscales de l'Etat. Les mêmes experts soulignent toutefois la nécessité d'adopter un nouveau code des impôts établissant des règles claires et transparentes en la matière.

Agence de sécurité alimentaire. En août dernier, le Président Aliyev a souligné que la sécurité alimentaire restait l'un des domaines prioritaires de la politique sociale en Azerbaïdjan. La création de 42 agro-parcs dans 28 régions du pays est actuellement en cours et Samir Valiyev, chef de l'administration du ministère de l'économie, a déclaré que ceux-ci seraient déterminants afin d'assurer la sécurité alimentaire, développer l'entrepreneuriat dans le secteur agricole, accroître la compétitivité des produits agricoles et augmenter l'emploi. Dans les années à venir, les produits issus de ces agro-parcs seront exportés vers de grands marchés, assurant ainsi la sécurité alimentaire nationale. Rappelons que l'agence de sécurité alimentaire d'Azerbaïdjan est active depuis le 1^{er} janvier 2018 et est présidée par M. Goshgar Tahmazli.

Tableaux statistiques et graphiques

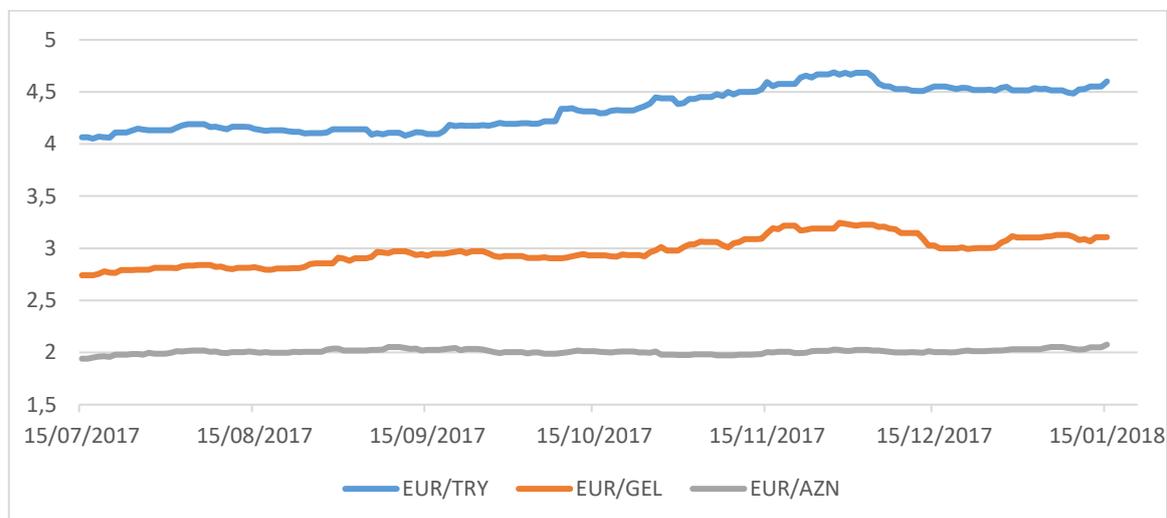
Taux de change du 15/07/2017 au 15/01/2018

USD/TRY – USD/GEL – USD/AZN



Au 15/01/2018, 1 USD = 3,7593 TRY ; 1 USD = 2,5616 GEL ; 1 USD = 1,7001 AZN

EUR/TRY – EUR/GEL – EUR/AZN



Au 15/01/2018, 1 EUR = 4,6015 TRY ; 1EUR = 3,1049 GEL ; 1 EUR = 2,0761 AZN

Credit default swap (Turquie) sur les 3 derniers mois (Bloomberg HT)



Prévisions conjoncturelles en Turquie

	Prévisions de croissance		Prévisions d'inflation		Date du rapport
	2017	2018	2017	2018	
<i>FMI</i>	5,1%	3,5%	10,9%	9,3%	<i>Octobre 2017</i>
<i>Commission européenne</i>	5,3%	4,0%	11,0%	8,5%	<i>Novembre 2017</i>
<i>OCDE</i>	6,0%	4,5%	10,4%	8,1%	<i>Novembre 2017</i>
<i>Gouvernement</i>	5,5%	5,5%	9,5%	7,0%	<i>Septembre 2017</i>
<i>Enquête Banque centrale</i>	5,5%	4,2%	10,7%	8,25%	<i>Novembre 2017</i>

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d’Ankara (adresser les demandes à ankara@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional

Adresse : B.P. n° 1
Iran Caddesi, Karum Is Merkezi n°21, Asansör E,
n°444, Kat.6, Kavaklidere
Ankara 06680, TURQUIE

Directeur de la publication : Daniel GALLISSAIRES
Revu par : Romain BOULANGER
Avec les contributions de : Ahmet AYDOĞDU,
Romain BOULANGER, Alexandre JOAO, Burcu
DEMIRDAG, Bozkurt ÖZSEREZLI, Berat DURMUS
Version du 15 Janvier 2018.

Crédits photographiques :

Pinterest
Pixabay
Malatya Ticaret Borsasi
Ekonomik Servisi
Enerji Haber